

## Nouvelles en BREF

### LE CANADA CONTRIBUE AU FONDS INTERNATIONAL POUR L'IRLANDE

Le Canada versera une contribution de 1 million de dollars au Fonds international pour l'Irlande au cours des trois prochaines années pour soutenir les efforts internationaux de consolidation de la paix en Irlande.

« Cette contribution réaffirme l'engagement du Canada en faveur du processus de paix en Irlande, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy. Nous nous réjouissons particulièrement du fait que la contribution du Canada servira à la poursuite d'activités qui appuient des programmes visant les régions défavorisées tout en encourageant les liens et le dialogue intercommunautaires. »

L'intérêt du Canada pour l'instauration de la paix en Irlande du Nord est d'autant plus important que près de 4 millions de Canadiens sont d'origine irlandaise.

L'action du Canada en faveur de la paix en Irlande du Nord comprend aussi la participation notable du général à la retraite John de Chastelain, qui dirige la Commission internationale indépendante pour la démilitarisation; du juge en chef William Hoyt de la Cour supérieure du Nouveau-Brunswick, qui siège à un organe judiciaire international chargé d'enquêter de nouveau sur le massacre du « dimanche sanglant » de 1972; et du professeur Clifford Shearing, directeur du Centre de criminologie de l'Université de Toronto, qui formule des recommandations à titre d'expert à l'intention de la Commission de police instituée par l'Accord du Vendredi saint.

### LE CANADA RÉGLÉMENTERA L'EXPLOITATION DES SATELLITES IMAGEURS

Le ministre Axworthy et le ministre de la Défense nationale Art Eggleton, ont annoncé en juin que puisque les satellites de télédétection appartiendront dorénavant à des intérêts privés plutôt qu'à l'État, le Canada élabore une nouvelle réglemen-

tation applicable aux satellites de télédétection commerciaux. Ces satellites de haute performance peuvent être utilisés en cartographie ainsi que pour la gestion des ressources naturelles et la surveillance de la Terre.

« Nous nous devons de prendre des mesures pour que les images prises au moyen de ces satellites ne soient pas utilisées au détriment du Canada ni de ses alliés », a déclaré M. Axworthy.

Le Canada est un chef de file mondial dans la conception, la fabrication et l'exploitation de satellites de télédétection civils à haute performance faisant appel au radar à antenne synthétique. Entre autres choses, cette initiative gouvernementale vise à maintenir et protéger le potentiel industriel d'une importance capitale du Canada et à promouvoir la stabilité régionale avec la collaboration du secteur privé.

Il faudra jusqu'à deux ans pour mener à son terme le processus législatif. Ces travaux se dérouleront avant le lancement prévu du premier satellite de télédétection commercial du Canada.

### LA SÉCURITÉ HUMAINE : LA RENCONTRE DE BERGEN

Le ministre Axworthy s'est déclaré satisfait des progrès accomplis dans le domaine de la sécurité humaine lors d'une rencontre de deux jours de ministres de 11 gouvernements à Bergen, en Norvège, en mai dernier. La rencontre a porté sur les approches à employer sur des grandes questions comme l'élimination des mines antipersonnel, les mesures pour contrer l'accumulation excessive et le transfert des armes militaires légères, l'interdiction de l'utilisation des enfants-soldats, et les efforts pour renforcer l'adhésion aux lois dans les domaines du droit humanitaire international et des droits de la personne.

M. Axworthy a déclaré que la rencontre « a démontré un engagement plus poussé à promouvoir le concept de sécurité humaine ainsi que l'importance grandissante accordée à la sécurité et à la protection des personnes à l'échelle internationale ». Outre le Canada et la Norvège, les participants comprenaient

l'Autriche, le Chili, l'Irlande, la Jordanie, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Suisse et la Thaïlande. L'Afrique du Sud a siégé à titre d'observateur.

Le sommaire du président de la rencontre de Bergen est disponible sur le site Web du MAECI ([www.dfait-maeci.gc.ca](http://www.dfait-maeci.gc.ca)); il figure en annexe du communiqué n° 117. On trouvera également un document intitulé *La sécurité humaine : La sécurité des individus dans un monde en mutation*, rendu public par le ministre Axworthy le 14 mai. Le document énonce le fondement d'une politique étrangère qui accorde une importance prioritaire à la sécurité et la protection des personnes. Le journal français *Le Monde* a écrit à ce sujet : « ...peut-être, dans quelques années, se souviendra-t-on du document [...] comme l'une des premières tentatives pour théoriser la limitation de la souveraineté nationale au profit du droit d'ingérence humanitaire. »

### L'INTERDICTION DES MINES ANTIPERSONNEL : LA CONFÉRENCE DE MAPUTO

La Première Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel s'est déroulée au début mai à Maputo au Mozambique. Arrivant directement d'une visite à un camp de réfugiés kosovars dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, le ministre Axworthy a engagé la communauté internationale à se doter des ressources qui lui permettront d'entreprendre une action antimines rapide et coordonnée au lendemain des conflits armés.

« La tragédie des Kosovars est aggravée par le fait que leurs terres sont maintenant minées. La communauté internationale doit être prête à réagir d'urgence pour que, le moment venu, les réfugiés puissent rentrer dans leurs foyers en toute sécurité. »

À ce jour, la Convention a été signée par 135 pays et ratifiée par près de 80. La Convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999.